

4. Renforcer le principe "d'éducation à la paix"

Dès son plus jeune âge, l'enfant doit apprendre à élargir ses horizons. Le système d'éducation doit avoir pour mission de promouvoir l'ouverture sur le monde et de sensibiliser les citoyens aux réalités internationales. L'actualité devrait donc figurer dans les programmes éducatifs, et ce, à tous les niveaux.

5. Systématiser le processus de consultation entre la société civile et les ONG

Certains participants ont suggéré la formation d'un conseil de consultation inspiré du concept des "universités de la paix". Il s'agirait d'un lieu de convergence de l'information, où les intérêts et les idées pourraient être explorés et étudiés, et où les réquisitions et les disponibilités seraient synthétisées. Il s'agirait donc d'un processus de canalisation des échanges et de participation du plus grand nombre, tout en favorisant une plus grande transparence. Il serait notamment utile de créer des forums, réunis sur une base régulière, pour traiter de thèmes spécifiques pour analyser les problèmes d'actualité et suggérer des lignes d'actions concrètes.

6. Systématiser la participation des ONG à l'évaluation de l'intervention des politiques canadiennes à l'étranger.

Compte tenu de leur expertise particulière et souvent très variée, les organismes non-gouvernementaux devraient être invités à l'évaluation des techniques d'intervention utilisées par le Canada à l'étranger.

9. Renforcement du rôle des ONG dans les organismes de l'ONU

À l'instar de leurs collègues des autres ateliers, les participants suggèrent que le Canada milite en faveur d'un meilleur arrimage entre les organismes non-gouvernementaux et les différentes instances de l'ONU.